

Table des matières

Avant-propos	7
Liste des principales abréviations et citations	9
Ouvrages et études cités par le seul nom de leur auteur	11
Introduction générale	
I. Les procédures sur requête unilatérale en droit judiciaire	15
II. De la juridiction gracieuse à l'inversion du contentieux	18
III. La requête unilatérale, dérogation « structurelle » mais temporaire aux principes du contradictoire et de l'égalité des armes	23
IV. Exposé, sources et contours de la présente étude	27
V. Plan et structure de l'Étude	29

PREMIÈRE PARTIE LES ÉLÉMENTS DE LA CONFRONTATION

TITRE I

La notion de procédure sur requête unilatérale

CHAPITRE I

Les procédures sur requête unilatérale en droit judiciaire belge et européen

SECTION I	
Les différentes formes de procédures sur requête dans le Code judiciaire	36
Sous-section I	
Présentation classique	36
§ 1. Trois types de requêtes introductives d'instance	36
§ 2. La requête contradictoire de droit commun	38
§ 3. La requête contradictoire « déformalisée »	38
§ 4. La requête unilatérale	39

Sous-section II	
Requêtes introduisant une procédure contradictoire ou unilatérale	39
SECTION II	
Les incertitudes liées au caractère contradictoire ou non de la procédure sur requête	41
Sous-section I	
Le renvoi exprès aux règles organisant l'une des deux formes de procédure	42
§ 1. Le renvoi exprès aux articles 1025 à 1034 du Code judiciaire	42
§ 2. Le renvoi exprès aux articles 1034 <i>bis</i> à 1034 <i>sexies</i> du Code judiciaire	44
§ 3. Le renvoi exprès aux deux formes de requêtes selon la partie à l'origine de l'action	46
Sous-section II	
L'absence de renvoi exprès aux règles de la requête unilatérale ou contradictoire	48
§ 1. La loi prévoit des règles de procédure dont on peut déduire la nature de la requête	49
A. De manière générale	49
B. Les hypothèses où la requête unilatérale est signifiée à la partie adverse	51
§ 2. La loi ne prévoit aucune règle de procédure dont on peut déduire la nature de la requête	53
A. Exposé des difficultés	53
B. Position de la Cour de cassation	59
§ 3. Procédures « mixtes »	61
Sous-section III	
L'instruction d'une requête contradictoire selon les règles des articles 1025 et suivants du Code judiciaire ne modifie pas la nature de la procédure	62
Sous-section IV	
La transformation de la requête contradictoire en requête unilatérale par application du principe d'égalité et de non-discrimination	63
SECTION III	
Caractéristiques de la procédure sur requête unilatérale	64
Sous-section I	
L'absence de notification préalable à une partie adverse ou une instruction sans débats contradictoires	65
Sous-section II	
Les procédures « mixtes » et les personnes entendues	67
§ 1. Notion de procédures « mixtes »	67
§ 2. Notion de « partie » et de « tiers » au procès – Approche classique	70
A. Généralités	70
B. Procédures sur requête unilatérale	71
§ 3. Les personnes entendues	74
A. Introduction	74
B. Pluralité des régimes légaux	79

1.	La loi précise le régime procédural des personnes entendues	79
1.1.	En leur attribuant ou en leur déniaient expressément la qualité de partie	79
i.	En matière d'autorité parentale et de tutelle	79
ii.	Désignation d'un administrateur provisoire	81
iii.	En matière d'adoption	84
iv.	L'interdiction judiciaire et l'adjonction d'un conseil judiciaire	85
v.	Les mesures de saisie complémentaire en cas de saisie en matière de contrefaçon	85
vi.	La continuité des entreprises	88
1.2.	En leur conférant le droit d'interjeter appel	88
2.	La loi ne précise pas la situation procédurale des personnes entendues	90
2.1.	Introduction	90
2.2.	Examen de quelques hypothèses particulières	90
i.	Autorisation de mariage d'un mineur	90
ii.	Vente de gré à gré d'immeubles	91
iii.	Le règlement collectif de dettes	92
iv.	Faillite d'office	94
v.	Excusabilité du failli	96
vi.	Concordat judiciaire	98
vii.	L'exécution en Belgique des sentences arbitrales étrangères	99
3.	Conclusion	100
C.	La situation particulière des personnes convoquées ou entendues dans le cadre de mesures d'instruction ou d'incidents de procédure	101
1.	La procédure de récusation des juges	102
2.	Les incidents liés à l'expertise judiciaire	103
3.	Les incidents liés à l'audition d'un descendant ou d'un mineur	107
4.	La production forcée de documents par un tiers	108
5.	Les incidents liés à l'intervention d'un notaire commis	110
6.	Les incidents liés au remplacement ou à la destitution d'un mandataire ou auxiliaire de justice	112
7.	Conclusions en ce qui concerne la place du juge, du tiers ou de l'auxiliaire de justice (expert, notaire, médiateur. . .) dans l'incident qui le concerne	115

Sous-section III

Conclusion : toutes les procédures introduites par requête unilatérale ne sont pas instruites de manière non contradictoire	115
---	-----

CHAPITRE II

Essai de classification des procédures mues sur requête unilatérale**SECTION I**

Critère lié à la procédure : procédures unilatérales « pures et simples »,
procédures unilatérales « atténuées » et procédures « mixtes » 120

Sous-section I

Procédures unilatérales « pures et simples » et unilatérales « atténuées » 120

§ 1. Les procédures au caractère unilatéral « pur et simple » 120

§ 2. Les procédures au caractère unilatéral « atténué » 121

A. L'information préalable de la partie adverse 122

B. La requête constitue le prolongement immédiat ou la suite directe d'une procédure
contradictoire 124

Sous-section II

Procédures « mixtes » 126

SECTION II

Critère lié à l'objet ou à la fonction de la requête unilatérale 126

Sous-section I

Requêtes unilatérales liées au déroulement de l'instance ou d'une procédure d'exécution 127

Sous-section II

Requêtes unilatérales liées à la matière ou à la qualité des parties 130

Sous-section III

Requêtes unilatérales justifiées par la dérogation au contradictoire 131

SECTION III

Requêtes unilatérales dirigées ou non contre un adversaire 133

Sous-section I

Requêtes unilatérales dirigées contre un adversaire 133

§ 1. Exposé du critère 133

A. Principe : le tiers intellectuellement visé par la requête 133

B. Distinction avec les tiers auxquels l'ordonnance peut faire grief 136

C. Conclusion 139

§ 2. Confirmation du critère 140

A. Les textes légaux 140

B. La jurisprudence 143

§ 3. Intérêt du critère 144

A. Questions diverses de procédure et de compétence 144

B. Inversion du contentieux 146

<i>Table des matières</i>	881
§ 4. Difficultés d'application du critère	147
A. Quelques hypothèses pouvant susciter des discussions	147
1. Les mesures tendant à l'aménagement de la situation du requérant, mais qui ont une incidence directe ou indirecte sur des tiers déterminés	148
2. Les mesures tendant à résorber le dysfonctionnement ou la paralysie atteignant un groupement	150
3. Les mesures tendant à la désignation d'un expert ou d'un huissier afin de procéder à des constatations, évaluations. . .	150
4. Les mesures tendant à la désignation ou au remplacement d'un arbitre ou du président du collège arbitral	151
B. Solution : la finalité poursuivie par le recours à la requête unilatérale : le renversement du contentieux : la mesure est prise d'abord, sauf ensuite à être discutée contradictoirement si elle soulève une contestation de la part de celui qui la subit	151
Sous-section II	
Requêtes unilatérales sans adversaire	154
§ 1. Examen de quelques cas prévus par la loi	155
A. Procédures d'homologation	155
B. Actions liées à l'état des personnes	157
C. Désignations diverses	159
D. Autorisations diverses	160
E. Règles applicables	160
§ 2. Hypothèses résiduelles	162
A. Principe	162
B. Applications	164
SECTION IV	
Convergences entre les différentes classifications réalisées	166

CHAPITRE III

Procédure sur requête unilatérale, juridiction et matière gracieuse

Introduction	169
SECTION I	
Exposé et intérêt de la question	171
Sous-section I	
Juridiction gracieuse et procédure unilatérale	171
Sous-section II	
Intérêt de la question	175
§ 1. En Belgique	175
§ 2. En France	176

Sous-section III	
Méthodologie suivie	178
SECTION II	
Procédure sur requête unilatérale et juridiction	179
Sous-section I	
Exposé de la question	179
Sous-section II	
La nature juridictionnelle de l'acte judiciaire	180
§ 1. Les critères de l'acte juridictionnel	181
§ 2. Les actes d'administration judiciaire	182
Sous-section III	
La nature juridictionnelle des procédures sur requête unilatérale	186
§ 1. Bref rappel des éléments de la controverse	186
§ 2. Le rejet du critère formel	187
§ 3. La conception moderne du critère matériel	188
§ 4. Inversion du contentieux et juridiction	190
A. Principe	190
B. Nuance : la nature juridictionnelle suivant la portée de la décision	191
C. Exception : les ordonnances sur requête sans portée juridictionnelle	193
SECTION III	
Procédure sur requête unilatérale et matière gracieuse	194
Sous-section I	
Exposé de la question	194
Sous-section II	
Une nature variable et ambivalente	196
§ 1. Les thèses monistes	196
§ 2. La thèse dualiste	198
A. En Belgique	199
B. En France	202
§ 3. Conclusion : inversion du contentieux et matière gracieuse	203
SECTION IV	
Conclusion : absence d'intérêt pratique en droit belge de la nature gracieuse des procédures sur requête unilatérale – La pertinence du critère de l'inversion du contentieux	204
Sous-section I	
Absence d'intérêt pratique de la nature juridique de l'ordonnance sur requête unilatérale	205
Sous-section II	
La pertinence du critère de l'inversion du contentieux	208

Conclusions du titre I – L'objet de la recherche : les procédures sur requête unilatérale dirigées contre un adversaire sans que celui-ci en soit informé, ni appelé à faire valoir ses observations	210
--	-----

TITRE II

De l'inversion du contentieux Introduction

CHAPITRE I

La technique de l'inversion du contentieux : notions

Introduction	213
SECTION UNIQUE	
Tentative de définition	214
Sous-section I	
Le renversement de l'initiative procédurale	215
Sous-section II	
Le caractère différé du débat contradictoire	218
Sous-section III	
Proposition de définition	219
Sous-section IV	
Formes de l'inversion du contentieux	220

CHAPITRE II

Quelques applications de la technique de l'inversion du contentieux

SECTION I	
L'inversion extrajudiciaire du contentieux	223
Sous-section I	
Le recouvrement de sommes dues à l'État ou à des organismes publics ou parapublics	224
§ 1. Les créances non fiscales de l'État	224
§ 2. La contrainte administrative et le recouvrement en matière fiscale	225
§ 3. Le recouvrement et la contrainte administrative en matière sociale	227
Sous-section II	
L'inversion du contentieux, instrument de la politique pénale	230
§ 1. Les amendes administratives en cas d'infraction à certaines lois sociales	232
§ 2. Les ordres de paiement en matière de sécurité routière	234

§ 3. La « loi-football » et les sanctions administratives communales	236
§ 4. Les amendes administratives en matière fiscale	238
§ 5. Les amendes administratives dans certains secteurs économiques et en matière d'urbanisme	239
Sous-section III	
Le recouvrement de certaines créances privées	241
§ 1. Recouvrement en matière de créances alimentaires	241
§ 2. Les procédures de distribution par contribution et d'ordre	241
Sous-section IV	
Conclusions en ce qui concerne l'inversion non judiciaire du contentieux	242
§ 1. Remarque liminaire	243
§ 2. La justification du recours à l'inversion du contentieux	243
§ 3. Le recours effectif à un juge	244
§ 4. La charge de la preuve	246
§ 5. Le caractère suspensif du recours	246
SECTION II	
L'inversion judiciaire du contentieux, spécialement les procédures d'injonction de payer	248
Sous-section I	
Introduction	248
Sous-section II	
Les procédures d'injonction de payer	251
§ 1. Historique	251
§ 2. Les diverses procédures d'injonction de payer dans l'Union européenne	252
§ 3. La procédure d'injonction de payer en droit belge	255
§ 4. La procédure d'injonction de payer en droit français	261
§ 5. Les procédures d'injonction de payer en droit communautaire	263
A. Reconnaissance et exécution	263
B. La création d'une procédure uniforme d'injonction de payer	265
Sous-section III	
Conclusions en ce qui concerne l'inversion judiciaire du contentieux et spécialement les procédures d'injonction de payer	271
§ 1. La justification du recours à l'inversion du contentieux	271
§ 2. Le contrôle préalable	272
§ 3. Le recours effectif du débiteur	274
§ 4. La charge de la preuve	276
§ 5. L'effet suspensif du délai de recours et du recours lui-même	276

CHAPITRE III

**Les principes et conditions de l'inversion judiciaire
et extrajudiciaire du contentieux**

SECTION I

Les conditions du recours à la technique de l'inversion du contentieux 280

SECTION II

Le contrôle du juge en cas d'inversion judiciaire du contentieux 281

SECTION III

Le recours offert au destinataire de la mesure 283

Sous-section I

Le caractère effectif du recours 284

Sous-section II

Les règles de procédure applicables dans le cadre du recours : la position procédurale apparente des parties n'a pas pour effet de modifier leur rôle réel 285

Sous-section III

Le caractère suspensif du délai de recours et de l'exercice de ce dernier 286

CONCLUSIONS DU TITRE II

La requête unilatérale, illustration de l'inversion du contentieux

SECTION I

Requête unilatérale et inversion judiciaire du contentieux 287

SECTION II

Conséquence : application des principes précédemment dégagés 289

TITRE III

Requête unilatérale, procès équitable et droits de la défense

Introduction 291

CHAPITRE I

La détermination des sources normatives des garanties de procédure

SECTION I

L'application de l'article 6, § 1^{er}, de la CEDH aux procédures sur requête unilatérale 299

Sous-section I

Champ d'application matériel de l'article 6, § 1 ^{er} , de la CEDH, contentieux provisoire et requête unilatérale	300
--	-----

Sous-section II

Analyse critique de la jurisprudence des organes de la CEDH	303
---	-----

§ 1. Une jurisprudence contrastée	303
-----------------------------------	-----

A. Décisions et arrêts excluant l'application de l'article 6, § 1 ^{er} , de la CEDH	303
--	-----

1. Les origines	303
-----------------	-----

2. La confirmation	305
--------------------	-----

B. Décisions et arrêts admettant l'application de l'article 6, § 1 ^{er} , de la CEDH	308
---	-----

1. Décisions de l'ancienne Commission	309
---------------------------------------	-----

2. Décisions et arrêts de la Cour	309
-----------------------------------	-----

2.1. Les décisions et arrêts implicites	309
---	-----

2.2. Les décisions et arrêts explicites	310
---	-----

C. Les décisions et arrêts ambigus	313
------------------------------------	-----

D. Conclusion	316
---------------	-----

§ 2. Une jurisprudence contestée et dépassée	317
--	-----

§ 3. Une jurisprudence « décalée » au regard du droit communautaire	319
---	-----

§ 4. Une jurisprudence éludée	320
-------------------------------	-----

§ 5. Une jurisprudence abandonnée	321
-----------------------------------	-----

Sous-section III

Conclusion	322
------------	-----

SECTION II

Le rôle supplétif des principes généraux du droit à valeur constitutionnelle	324
--	-----

CHAPITRE II

**Le droit à un juge, l'égalité des armes et la contradiction,
composantes fondamentales du procès équitable
et du droit de défense**

SECTION I

L'appréciation globale et concrète de la conformité de la procédure aux exigences du procès équitable	327
---	-----

SECTION II

Rappel succinct du contenu des garanties de procédure	333
---	-----

Sous-section I

Le droit à un tribunal	333
------------------------	-----

§ 1. Contenu de la garantie	333
-----------------------------	-----

§ 2. Un droit dont l'exercice peut être différé	335
---	-----

Sous-section II	
L'égalité des armes	337
§ 1. Contenu de la garantie	337
§ 2. Une garantie qui s'apprécie au regard de l'ensemble de la procédure	338
Sous-section III	
Le principe du contradictoire	340
§ 1. Droits de la défense et principe du contradictoire	340
§ 2. Le principe du contradictoire, élément du procès équitable	342
§ 3. Contenu de la garantie	345
A. Entre parties – Le débat loyal	345
B. À l'égard du juge – Le débat constructif	347
C. À l'égard de tout élément transmis au juge même par un autre intervenant – Le débat formel	347
D. À l'égard des tiers – L'interdiction de condamnation	348
§ 4. Un droit qui s'apprécie également au regard de l'ensemble de la procédure et dont le respect peut par conséquent être différé dans le temps	348

CHAPITRE III

La conformité de la requête unilatérale, application de l'inversion du contentieux aux garanties du procès équitable et au principe général des droits de la défense

SECTION I	
Examen de la jurisprudence et de la doctrine	351
Sous-section I	
La jurisprudence des organes de Strasbourg	351
§ 1. Les décisions de la Commission et de la Cour européennes des droits de l'homme sur la conformité des procédures <i>ex parte</i> à la CEDH en matière civile	351
A. Décisions rendues sur le visa de l'article 6, § 1 ^{er} , de la CEDH	352
1. L'affaire <i>Dick c. Royaume-Uni</i>	352
2. L'affaire <i>Selvanayagam c. Royaume-Uni</i>	354
B. Décisions et arrêts rendus sur le visa de l'article 8 de la CEDH	355
1. L'affaire <i>Chappell c. Royaume-Uni</i>	357
2. L'affaire <i>Tamosius c. Royaume-Uni</i>	360
3. L'affaire <i>Haase c. Allemagne</i>	361
4. L'affaire <i>Stefanov c. Bulgarie</i>	363
C. Principaux enseignements	364
§ 2. Les décisions de la Commission et de la Cour européennes des droits de l'homme sur la conformité des procédures <i>ex parte</i> à la CEDH en matière pénale	365

A. Introduction	365
B. Examen des décisions et arrêts	366
C. Principaux enseignements	371
Sous-section II	
La jurisprudence belge	373
§ 1. Introduction	373
§ 2. La Cour de cassation	374
A. L'arrêt de la Cour de cassation du 14 janvier 2005, en cause <i>Greenpeace Belgium</i>	374
B. L'arrêt de la Cour de cassation du 14 janvier 2005, en cause <i>Gaia</i>	376
§ 3. Principaux enseignements	378
A. Validité de principe	378
B. Conditions énoncées	378
C. Questions non tranchées	380
Sous-section III	
La doctrine	382
§ 1. Les « détracteurs » de la requête unilatérale	382
§ 2. Les « défenseurs » de la requête unilatérale	383
§ 3. Conclusion	384
SECTION II	
Appréciation critique	385
Sous-section I	
Requête unilatérale et exercice différé des garanties procédurales	385
Sous-section II	
L'immédiateté exécutoire et le principe d'équivalence	387
§ 1. Exposé de la question	387
§ 2. La justification	390
§ 3. Les garanties	391

CHAPITRE IV

Quelques enseignements du droit judiciaire international et européen des affaires

SECTION I	
Le projet de principes de procédure civile transnationale ALI/UNIDROIT	394
SECTION II	
La loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage commercial international	396
SECTION III	
Le droit international et communautaire de la protection des droits de propriété intellectuelle	399

<i>Table des matières</i>	889
---------------------------	-----

SECTION IV	
Synthèse	402

CONCLUSIONS DU TITRE III

**Les conditions de conformité
de la requête unilatérale, hypothèse d'inversion du contentieux,
aux garanties du procès équitable et au principe général
des droits de la défense**

Conclusions de la première partie	409
--	-----

SECONDE PARTIE

**L'OBJET DE LA CONFRONTATION : LE DROIT POSITIF
DES PROCÉDURES SUR REQUÊTE UNILATÉRALE**

TITRE I

Les conditions du recours à la procédure unilatérale

Introduction	413
---------------------	-----

CHAPITRE I

**Principe : la requête unilatérale, mode extraordinaire d'introduction
de la demande en justice**

SECTION I	
Le recours exceptionnel à la requête unilatérale	415

SECTION II	
La sanction en cas de choix erroné du mode d'introduction de l'instance	416

Sous-section I	
Utilisation de la requête unilatérale dans un cas non prévu par la loi	416

Sous-section II	
Utilisation de la procédure contradictoire alors que la voie unilatérale est permise	419

CHAPITRE II

**Les procédures sur requête unilatérale
dans les cas spécifiés par la loi**

SECTION I	
Principes	421

Sous-section I	
Le recours à la requête unilatérale doit être « expressément » prévu par la loi	421
Sous-section II	
Interprétation stricte des hypothèses prévues par la loi	423
Sous-section III	
Absence d'autre condition et caractère justifié de la dérogation au contradictoire	425
§ 1. Principe	425
§ 2. Exigence d'une justification raisonnable en cas d'inversion du contentieux	425
A. Rappel	425
B. Quelques illustrations	426
1. Administration simplifiée de la procédure	426
2. Nécessité impérieuse	429
SECTION II	
L'exemple des procédures d' <i>exequatur</i>	432
Sous-section I	
Le droit communautaire	433
§ 1. La Convention de Bruxelles	433
§ 2. Le Règlement Bruxelles I, le Règlement Insolvabilité et le Règlement Bruxelles II	435
§ 3. Le règlement TEE	437
Sous-section II	
Le droit conventionnel	439
§ 1. Les décisions judiciaires et les actes authentiques	439
A. Les conventions multilatérales	439
B. Les conventions bilatérales	440
§ 2. Les sentences arbitrales	441
Sous-section III	
Le droit interne	443
§ 1. Les décisions judiciaires et les actes authentiques	443
A. Introduction	443
B. Les décisions judiciaires	444
C. Les actes authentiques et les transactions judiciaires	448
§ 2. Les sentences arbitrales	450
A. Les sentences arbitrales belges	450
B. Les transactions conclues devant un tribunal arbitral	451
C. Les sentences arbitrales étrangères	451
§ 3. Les accords de médiation	452

CHAPITRE III

Les procédures sur requête unilatérale justifiées par les circonstances

Introduction	455
SECTION I	
L'absolue nécessité : principes généraux	461
Sous-section I	
Définition et portée de la notion d'absolue nécessité	461
§ 1. Introduction	461
§ 2. L'acception généralement admise	463
§ 3. Les acquis : l'extrême urgence et l'impossibilité d'identifier la partie adverse	465
§ 4. La question parfois discutée : la nature même de la mesure	466
Sous-section II	
Absolue nécessité et abus de droit	470
§ 1. Exposé de la question	470
§ 2. Référé unilatéral et « président shopping »	471
§ 3. « Droit à l'erreur » et « référé conditionnel »	474
§ 4. Quelques remèdes	476
Sous-section III	
Régime procédural de l'absolue nécessité	478
§ 1. Principes	478
§ 2. Moment et critères d'appréciation	479
A. Moment auquel l'absolue nécessité doit être vérifiée	479
B. Critères d'appréciation	480
§ 3. Mesures provisoires et conservatoires	480
§ 4. Absolue nécessité et urgence	482
A. Urgence et intervention présidentielle	482
B. Urgence et efficacité de la mesure	484
C. Urgence et impossibilité d'identifier la partie adverse	485
SECTION II	
Examen détaillé des différents cas d'absolue nécessité	486
Sous-section I	
L'extrême urgence	486
§ 1. Principe	486
§ 2. Appréciation stricte	487
§ 3. Extrême urgence et inertie du requérant	488
§ 4. Illustrations	489

Sous-section II	
L'efficacité de la mesure	493
§ 1. Effet de surprise et efficacité de la mesure	493
§ 2. Appréciation stricte	494
§ 3. Illustrations	496
Sous-section III	
L'absence d'adversaire identifiable	499
§ 1. Principe et origines	499
§ 2. La consécration en droit belge : l'arrêt de la Cour de cassation de Belgique du 25 février 1999	502
§ 3. Appréciation	502
A. Violation de l'article 6 du Code judiciaire	503
B. Violation de l'article 1495 du Code judiciaire	504
C. Violation de l'article 1385bis du Code judiciaire	504
§ 4. Appréciation stricte	505
A. Impossibilité et non simple difficulté pratique	505
B. Difficultés lorsque certains des défendeurs sont identifiables et d'autres ne le sont pas	509

CONCLUSIONS DU TITRE I
**Confrontation aux principes
 de l'inversion du contentieux et du droit au procès équitable :
 réflexions critiques**

TITRE II

**L'introduction et l'instruction
 de la demande dans le cadre de l'instance unilatérale**

Introduction	513
---------------------	-----

CHAPITRE I
Le droit commun

Introduction	515
SECTION I	
La requête	516
Sous-section I	
Contenu et langue	516

§ 1. Contenu	516
A. Les mentions prescrites à peine de nullité	516
B. Les mentions non prescrites à peine de nullité	520
§ 2. Langue	522
A. Requête	522
B. Traduction et changement de langue	523
Sous-section II	
Dépôt et présentation de la requête	523
§ 1. Dépôt ou envoi	523
§ 2. Réception et mise au rôle	524
A. Principe	524
B. Pratique du retrait après discussion de la requête	525
Sous-section III	
Le juge auquel la requête doit être adressée	526
§ 1. Compétence d'attribution	526
A. Compétences en fonction de l'objet de la demande	526
B. Compétences présidentielles	527
C. Difficultés lorsque la compétence dépend de la qualité ou de l'attitude du défendeur	527
§ 2. Compétences internationale et territoriale	528
A. Compétence internationale (« juridiction »)	529
1. Les principaux instruments conventionnels ou communautaires	529
2. Le droit commun	533
B. Compétence territoriale	534
1. Cas où la compétence est déterminée par un texte	534
2. Cas où la compétence n'est pas déterminée par un texte	535
C. Compétence territoriale et inversion du contentieux	535
SECTION II	
L'examen de la requête	536
Sous-section I	
L'office du juge	536
§ 1. Spécificités en raison du caractère unilatéral de l'instance	536
A. Le rôle accru du juge	537
B. L'obligation de sincérité du requérant	541
1. Principes	541
2. Sanctions de la violation de l'obligation de sincérité du requérant	545
§ 2. L'instruction de la demande	546
A. Vérification et contrôle	546
1. Principes	546

2. Applications	548
2.1. Recevabilité	548
2.2. Compétence	548
2.3. Nullités	550
2.4. Bien-fondé	554
B. L'audition du requérant et des parties intervenantes	555
Sous-section II	
Les incidents	558
§ 1. Les demandes incidentes	558
A. La demande additionnelle	558
B. La demande nouvelle	559
§ 2. L'intervention	560
A. Principe et modalités	560
B. Conséquences de l'intervention	561
§ 3. La récusation	563
§ 4. L'expertise	563
SECTION III	
L'ordonnance	564
Sous-section I	
Motivation et prononcé	564
§ 1. Motivation	564
§ 2. Prononcé	565
§ 3. Interprétation et rectification	566
Sous-section II	
Caractère exécutoire de plein droit	566
Sous-section III	
Notification et expédition	567
§ 1. Notification	567
§ 2. Expédition	568
Sous-section IV	
La condamnation aux dépens	568
SECTION IV	
Les voies de recours offertes aux parties	573
Sous-section I	
L'appel	574
§ 1. Principe	574

<i>Table des matières</i>	895
§ 2. Forme et délai	575
A. Forme	575
B. Délai	577
§ 3. Juridiction compétente	577
§ 4. Instruction de l'appel	577
§ 5. L'arrêt	578
Sous-section II	
Le pourvoi en cassation	578
SECTION V	
Conclusions	579

CHAPITRE II
Les régimes dérogatoires :
l'exemple des procédures d'*exequatur*

SECTION I	
Le droit communautaire	581
Sous-section I	
La convention de Bruxelles	581
§ 1. Compétence	582
§ 2. Forme et mentions de la requête	582
§ 3. Instruction et office du juge	583
§ 4. Exécution provisoire interdite	584
§ 5. Recours du requérant en cas de rejet de la requête	585
Sous-section II	
Les Règlements Bruxelles I, Insolvabilité et Bruxelles II	586
§ 1. Introduction	586
§ 2. Le Règlement Bruxelles I	587
A. Compétence	587
B. Office du juge	587
C. Mesures conservatoires	588
SECTION II	
Le droit conventionnel	589
Sous-section I	
Les décisions judiciaires et les actes authentiques	589
§ 1. Principe	589
§ 2. Compétence	589

§ 3. Procédure	589
A. Renvoi au droit national	589
B. Office du juge	590
C. Exécution provisoire	590
D. Appel	590
Sous-section II	
Les sentences arbitrales	591
§ 1. La Convention de New York du 10 juin 1958	591
§ 2. Les conventions bilatérales	591
SECTION III	
Le droit interne	592
Sous-section I	
Les décisions judiciaires et les actes authentiques	592
§ 1. Compétence	592
§ 2. Forme et mentions de la requête	592
§ 3. Instruction de la requête et office du juge	593
§ 4. Interdiction de l'exécution provisoire	594
§ 5. Recours du requérant contre l'ordonnance	595
Sous-section II	
Les sentences arbitrales	595
§ 1. Les sentences arbitrales belges et les transactions judiciaires conclues devant un tribunal arbitral	595
A. Compétence	595
B. Forme et mentions de la requête	596
C. Instruction et office du président	596
D. Exécution provisoire	598
E. Appel du requérant	598
§ 2. Les sentences arbitrales étrangères	599
A. Compétence	599
B. Forme et mentions de la requête	600
C. Instruction et office du président	600
D. Appel du requérant	601
Sous-section III	
Les accords de médiation	602
§ 1. Compétence	602
§ 2. Forme et mention de la requête	602
§ 3. L'instruction et l'office du juge	603

<i>Table des matières</i>	897
§ 4. Le recours du ou des requérants	604
SECTION IV	
Conclusions	605

CONCLUSIONS DU TITRE II
**Confrontation avec les principes
de l'inversion du contentieux et du droit au procès équitable :
réflexions critiques**

TITRE III

**Les effets des décisions rendues
sur requête unilatérale**

Introduction	611
---------------------	-----

CHAPITRE I
Le droit commun

SECTION I	
L'autorité de l'ordonnance sur requête unilatérale	613
Introduction	613
Sous-section I	
Principes	617
§ 1. Autorité de chose jugée	617
A. Droit belge	617
1. Doctrine	617
2. Jurisprudence	617
2.1. L'arrêt de la cour du travail de Bruxelles du 30 août 2002	618
2.2. L'arrêt de la Cour de cassation du 10 avril 2003	620
B. Bref éclairage du droit français	622
1. Les décisions rendues en matière gracieuse	622
2. Les ordonnances sur requête	622
§ 2. Autorité de chose jugée limitée au requérant et aux éventuelles parties intervenantes	625
A. Relativité de la chose jugée	625
B. Force obligatoire de l'ordonnance à l'égard du tiers, destinataire de l'injonction prononcée par celle-ci	626
1. Rappel des principes	626
2. Le cas des ordonnances sur requête unilatérale	630

Sous-section II	
La possibilité de rétracter ou de modifier l'ordonnance en cas de circonstances nouvelles	632
§ 1. Autorité de chose « décidée »	632
§ 2. Limitation de l'article 1032 du Code judiciaire aux décisions provisoires ou rendues au provisoire	634
§ 3. Le régime de l'action en rétractation ou en modification de l'ordonnance sur requête unilatérale	636
A. Principe et objet	636
B. Titulaires de l'action	637
C. Conditions	638
1. Circonstances changées	638
2. Respect des droits acquis par des tiers	639
D. Compétence	640
E. Procédure	641
F. Objet et effets de la nouvelle décision	642
SECTION II	
La force exécutoire de l'ordonnance sur requête unilatérale	643
Sous-section I	
L'immédiateté exécutoire	643
§ 1. Exécution provisoire sauf décision contraire	643
§ 2. Exécution provisoire et force exécutoire à l'égard du tiers visé par la requête	645
A. Principe	645
B. Immédiateté exécutoire et procès équitable	646
Sous-section II	
La responsabilité de la partie qui exécute l'ordonnance sur requête	648
§ 1. La responsabilité objective	648
A. Principe	648
B. Les procédures sur requête unilatérale en général	650
C. La saisie conservatoire	652
1. En cas de rétractation sur tierce opposition	652
1.1. Exposé de la question	652
1.2. L'arrêt de la Cour de cassation du 17 février 2005	656
2. En cas de demande de rétractation ou de modification à la requête du débiteur	657
3. En cas de décision différente du juge du fond	658
D. La saisie en matière de contrefaçon	659
E. Conclusion	660
§ 2. La responsabilité de droit commun à base de faute	661
§ 3. Les garanties et cautionnements	663

SECTION III
L'obligation pour le requérant de rendre la procédure contradictoire 664

SECTION IV
Les effets de l'ordonnance sur requête unilatérale dans un contexte international 668

Sous-section I
Libre circulation des décisions unilatérales dans l'espace judiciaire européen
et respect des droits de la défense 668

§ 1. Introduction 668

§ 2. La jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes 669

A. L'arrêt *Denilauler* 669

B. Les arrêts *Kloms* et *Hengst Import* 674

C. L'arrêt *Maerks Olie & Gas* 675

D. Conclusion 677

§ 3. Appréciation critique 678

A. Critique des fondements de la jurisprudence *Denilauler* 678

B. Évolutions récentes sur le plan communautaire 681

C. Conclusions 684

Sous-section II
Reconnaissance et exécution en Belgique de décisions unilatérales rendues
hors de l'Union européenne 686

§ 1. Rappel du cadre légal 686

§ 2. Reconnaissance et exécution des ordonnances unilatérales 687

CHAPITRE II
Les régimes dérogatoires :
l'exemple des procédures d'*exequatur*

SECTION I
L'autorité de chose jugée 691

Sous-section I
Autorité de l'acte *exequaturé* et autorité de la décision d'*exequatur* 691

§ 1. Distinction 692

§ 2. Autorité de l'acte *exequaturé* 692

A. Décisions judiciaires étrangères 692

B. Sentences arbitrales 694

C. Accord de médiation 694

§ 3. Autorité de la décision d'*exequatur* 694

Sous-section II
Applications 695

SECTION II	
La force exécutoire	697
Sous-section I	
Le droit communautaire	697
§ 1. La Convention de Bruxelles, le Règlement Bruxelles I et le Règlement Insolvabilité	697
§ 2. Le Règlement Bruxelles II	698
Sous-section II	
Le droit conventionnel	698
§ 1. Les décisions judiciaires et les actes authentiques étrangers	698
§ 2. Les sentences arbitrales	699
Sous-section III	
Le droit interne	700
§ 1. Les décisions judiciaires et les actes authentiques étrangers	700
§ 2. Les sentences arbitrales	702
A. Sentences arbitrales belges et transactions conclues devant un tribunal arbitral	702
B. Sentences arbitrales étrangères	703
§ 3. Les accords de médiation	704

CONCLUSIONS DU TITRE III

Confrontation aux principes de l'inversion du contentieux et du droit au procès équitable : réflexions critiques

TITRE IV

Le recours du tiers contre l'ordonnance rendue sur requête unilatérale

Introduction	707
---------------------	-----

CHAPITRE I

Le droit commun

Introduction	709
SECTION I	
La (tierce) opposition	711
Sous-section I	
Nature et qualification du recours du tiers	711
§ 1. Opposition, tierce opposition ou recours spécifique ?	711
A. Exposé général de la question	711

B.	Solution actuelle	716
C.	Critiques	718
1.	Quant à la fonction du recours	718
2.	Quant au caractère facultatif de la tierce opposition	720
3.	Quant aux règles qui régissent le recours	722
D.	Bref éclairage du droit français	722
1.	Qualification du recours du tiers	722
2.	Caractéristiques du recours du tiers	723
§ 2.	Distinction selon la fonction remplie par la requête unilatérale	724
A.	Inversion du contentieux et contradictoire différé	724
B.	Requête unilatérale en raison de la matière, de la qualité des parties ou de l'absence d'adversaire	727
Sous-section II		
Conditions de recevabilité du recours du tiers		728
§ 1.	Qualité pour former le recours	728
§ 2.	Intérêt au recours et intérêt du recours	729
A.	Considérations générales	729
B.	Intérêt de la tierce opposition lorsque l'ordonnance a déjà consommé ses effets	731
C.	Intérêt de la tierce opposition et urgence à statuer	733
§ 3.	Libellé de l'objet du recours	734
§ 4.	Exclusion du recours	737
Sous-section III		
Formes et délai du recours du tiers		737
§ 1.	Formes	737
A.	Tierce opposition principale	737
1.	Citation signifiée à toutes les parties à la décision attaquée	737
1.1.	Exploit de citation	737
1.2.	Citation dirigée contre toutes les parties à la décision attaquée	738
1.3.	Délai de citation	740
2.	Langue	744
2.1.	Exploit de citation (contre une décision rendue sur requête en première instance)	744
2.2.	Changement de langue	746
2.3.	Exploit de citation (contre une décision rendue sur requête en degré d'appel)	747
3.	Mentions de la citation	747
B.	Tierce opposition incidente	749
§ 2.	Délai	750

Sous-section IV

Juge connaissant du recours du tiers	752
§ 1. Tierce opposition principale	752
A. Principe	752
B. Impartialité du juge saisi de la tierce opposition	754
1. Éléments de comparaison	755
2. Tentative de réponse	757
C. Déclinatoire de la compétence du juge qui a rendu l'ordonnance sur requête	760
§ 2. Tierce opposition incidente	762
§ 3. Règlement de l'incident de compétence ou de répartition	762

Sous-section V

Effets du recours du tiers	764
§ 1. Surséance à statuer ou suspension de l'opposabilité de la décision attaquée	764
§ 2. Absence d'effet suspensif	765
A. Principe	765
B. Suspension de l'exécution par le juge des saisies	766
1. Généralités	766
2. Compétence exclusive	767
3. Mode d'introduction de la demande de suspension	770
4. Cas particulier de l'ordonnance du juge des saisies entreprise par la tierce opposition	771
5. Critères justifiant la suspension de l'exécution	771
6. Nature de la mesure et de la décision	772
7. Durée de la suspension	773
§ 3. Effet relatif	773
§ 4. Effet dévolutif	775
A. Principe	775
B. En cas d'ordonnance sur requête unilatérale matérialisant une inversion du contentieux	780
1. Principe	780
2. Conséquences	781
3. Irrégularité de la saisine par voie de requête unilatérale	782
4. Bref éclairage du droit français	785
5. Synthèse	786

Sous-section VI

Instruction du recours du tiers	787
§ 1. Principes	787
§ 2. Conséquences	791
A. Ordre d'échange des conclusions	791

<i>Table des matières</i>	903
B. Exceptions susceptibles d'être opposées au demandeur sur tierce opposition	791
C. Charge et risque de la preuve	792
D. Demandes incidentes	793
Sous-section VII	
Voies de recours contre la décision statuant sur le recours du tiers	795
Sous-section VIII	
Concours de l'appel du requérant et du recours du tiers	796
§ 1. Principes	796
§ 2. Application en cas de procédure sur requête unilatérale matérialisant une inversion du contentieux	797
SECTION II	
La rétractation ou la modification de l'ordonnance après l'expiration du délai de (tierce) opposition	798

CHAPITRE II
Les régimes dérogatoires :
l'exemple des procédures d'*exequatur*

SECTION I	
Le droit communautaire	801
Sous-section I	
Principe, compétence et délai de recours	801
Sous-section II	
Effets du recours	803
§ 1. Effet suspensif	803
§ 2. Effet dévolutif	804
Sous-section III	
Instruction du recours	805
Sous-section IV	
Recours ultérieur	806
SECTION II	
Le droit conventionnel	806
Sous-section I	
Renvoi au droit interne	806
Sous-section II	
Règles dérogatoires	807
§ 1. La Convention de New York du 10 juin 1958	807
§ 2. Les conventions bilatérales	808

A. Recours contre la décision d' <i>exequatur</i>	808
B. Effets du recours	809
SECTION III	
Le droit interne	810
Sous-section I	
Les décisions judiciaires et les actes authentiques étrangers	810
Sous-section II	
Les sentences arbitrales	811
§ 1. Les sentences arbitrales belges et transactions conclues devant un tribunal arbitral	811
§ 2. Les sentences arbitrales étrangères	813
Sous-section III	
Les accords de médiation	814
CONCLUSIONS DU TITRE IV	
Confrontation aux principes de l'inversion du contentieux et du droit au procès équitable : réflexions critiques	
Conclusions de la seconde partie	821
Conclusions générales	823
Index alphabétique	827
Bibliographie sélective	837
Annexe I	
Inventaire non exhaustif des principales procédures sur requête unilatérale en droit belge et européen	863
Annexe II	
Propositions de modification de textes légaux	871